

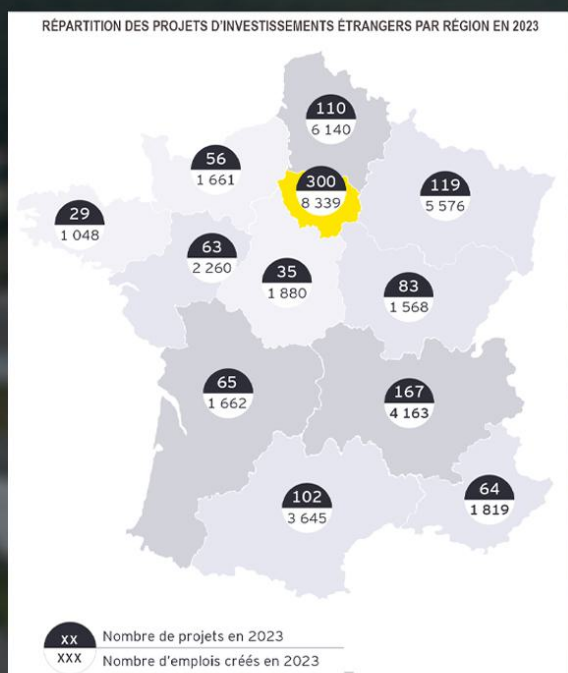
Investissements étrangers : cinq régions françaises parmi les quinze régions les plus attractives en Europe

Publié le 2 mai 2024, par Michel Tendil, Localtis

Développement économique, Reconquête industrielle

Dans un contexte morose pour les investissements étrangers en Europe, la France tire son épingle du jeu et reste la destination la plus attractive d'Europe. Cinq régions françaises se classent parmi les quinze régions les plus attractives en Europe, selon le baromètre de EY publié le 2 mai. Parmi elles, les Hauts-de-France qui totalisent 6.140 emplois, derrière l'Ile-de-France (8.339).

© EY European Investment Monitor 2024 et Adobe stock



A l'épicentre des grandes transformations industrielles à l'œuvre, les Hauts-de-France peuvent retrouver le sourire. Mal placée il y a quelques semaines dans le baromètre de l'industrie du gouvernement (avec un solde net de neuf usines en moins sur son sol en 2023), la région figure dans le peloton de tête des investissements étrangers (IED) en France, selon le baromètre de l'attractivité de EY publié ce jeudi 2 mai, avec 110 projets recensés, derrière l'Ile-de-France (300),

Auvergne-Rhône-Alpes (167) et le Grand Est (119). Avec l'Occitanie (102), ces cinq régions sont parmi les quinze régions les plus attractives en Europe en nombre de projets d'IED, dans ce classement dominé par le Grand Londres (359) qui reprend la tête devant l'Ile-de-France (2e).

A noter qu'en 2023, les investissements étrangers sont en perte de vitesse en Europe (-4% avec un total de 5.694 projets) et en France (-5% avec 1.194 projets). Ce qui n'empêche pas la France d'être le pays le plus attractif d'Europe et ce pour la 5^e année consécutive. A contrario, l'Allemagne semble davantage encaisser le choc énergétique et enregistre une nouvelle baisse de 12% des IED sur son sol (733). "Les investisseurs industriels ont été dissuadés par un mix énergétique à forte intensité de carbone, un faible taux de chômage et des coûts de main-d'œuvre élevés", explique EY, alors que le Royaume-Uni se caractérise par une "solide performance" et des "fondamentaux solides" (+6%, 985). Les trois puissances – France, Grande-Bretagne et Allemagne – restent "les moteurs de l'attractivité européenne".

530 usines

Lancée dans une politique de réindustrialisation, la France peut se réjouir à cet égard que 40% de ses IED soient de nature industrielle. Ce qui correspond à la création ou l'extension de 530 usines sur le sol français. Même si, dans ce domaine, la dynamique semble ailleurs. La Hongrie et la République tchèque voient leurs IED dans l'industrie bondir de 70% en un an, suivies par la Serbie (+30%), l'Italie (+18%), la Pologne (+17%) et la Turquie (+12%). "Ces pays séduisent les industriels étrangers pour leurs incitations avantageuses, mais aussi pour la disponibilité du foncier et le faible coût de leur main d'œuvre", analyse EY.

Au-delà du nombre de projets, l'intérêt de ce classement est de fournir le nombre d'emplois susceptibles d'être créés par ces investissements (contrairement au baromètre gouvernemental). En France, les 1.194 projets de 2023 ont ainsi contribué à la création de 39.773 emplois (+4%). Mais "les implantations et extensions en France sont moins denses en emplois que dans le reste de l'Europe". A noter que les créations d'emplois liés aux IED en Allemagne chutent de 57% en un an (33.548).

A ce compte, les Hauts-de-France peuvent se prévaloir, dans un communiqué, d'être "parmi les moteurs de l'emploi industriel en Europe". Les 110 projets de la région ont généré quelque 6.140 emplois, soit presque 1.000 de plus sur un an, malgré la baisse du nombre de projets. Elle se situe ainsi derrière l'Ile-de-France qui totalise 8.339 emplois, mais bien devant le Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes avec respectivement 5.576 et 4.163 emplois.

Reconnaissance des Territoires d'industrie

Si les métropoles sont privilégiées pour les investissements dans les centres de décision, les projets d'implantations industrielles se font plutôt dans les villes moyennes (40% le sont dans des territoires de moins de 50.000 habitants). Ces investissements bénéficient "à des bassins en difficulté, où les taux de chômage sont plus élevés, mais où il existe un savoir-faire indéniable et une forte identité industrielle, contribuant ainsi à leur revitalisation". Ainsi, 71% des emplois manufacturiers ont été créés dans des intercommunalités labellisées "Territoires d'industrie". Pour EY, c'est la reconnaissance du savoir-faire et de l'identité des Territoires d'industrie.

Ces résultats se traduisent dans la perception qu'ont les investisseurs étrangers du site "France". Avec 34% d'opinions favorables, ils placent la France en tête des pays les plus attractifs, devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne (respectivement 29% et 25%), selon un sondage d'EY réalisé auprès de 500 dirigeants. Ils sont 76% à considérer que la situation ne peut "que s'améliorer" dans les trois ans, contre 53% l'an dernier. Et ce malgré la situation financière délicate (dette, déficits). EY pointe cependant des "injonctions contradictoires" multiples : "l'Hexagone doit simplifier et accélérer le rythme de ses procédures, en particulier sur l'accès au foncier industriel et logistique... mais protéger son modèle environnemental ; il doit investir massivement dans les technologies innovantes et soutenir la transition écologique... mais contrôler ses dépenses publiques..."

Si 81% des dirigeants se disent prêts à rapatrier en France une partie de leurs activités à court ou moyen terme, EY montre que les résultats sont minimes. 44 relocalisations ont eu lieu en 2023, mais elles n'ont créé que 644 emplois, deux fois moins que ceux détruits par les 13 délocalisations d'usines recensées par le cabinet Trendeo l'année dernière.

Le baromètre montre enfin les premiers effets de l'IRA (Inflation Reduction Act) : si les investisseurs américains conservent leur première place historique en Europe, le nombre d'IED en provenance des États-Unis chute néanmoins de 15% en un an (1.058).

Voir aussi